institutions des pays en développement, dans le but de renforcer le développement durable. En Haïti, l'Université de Moncton du Canada et l'Université de Quisqueya d'Haïti, avec des ONG locales partenaires, s'efforcent de résoudre des problèmes de sécurité alimentaire des populations rurales défavorisées en utilisant des techniques améliorées d'agriculture et de pêche.

Au Costa Rica, au Belize, en Guyane, au Surinam, à Trinidad et Tobago, l'Institut agricole du Canada, par l'intermédiaire du Programme de coopération agricole, s'emploie à renforcer les institutions agricoles partenaires et à les aider à favoriser l'accroissement de la production alimentaire, à soulager la misère en milieu rural et à implanter des méthodes agricoles plus durables. Un exemple qui illustre bien ce qu'est la coopération institutionnelle est celle du Falls Brook Centre du Nouveau-Brunswick, au Canada, qui crée et implante au Pérou un système d'homologation des produits forestiers non ligneux pour favoriser une exploitation forestière durable, l'agriculture organique et les systèmes du commerce loyal.

Depuis 1982, le Programme de coopération industrielle a remis 264,5 millions de dollars à plus de 1 200 entreprises canadiennes qui exploitent des créneaux commerciaux dans les Amériques. L'industrie, l'énergie, l'agriculture, l'approvisionnement en eau et l'assainissement sont les secteurs qui ont profité le plus du programme.

Depuis la création du Programme de stages internationaux pour les jeunes en 1997, 36 p. 100 des 1 700 jeunes participants canadiens (soit 615 participants) sont allés dans les Amériques. Les plus grosses concentrations ont été au Costa Rica, dans les Caraïbes orientales, au Honduras, au Guatemala et en Haïti. Nombre de jeunes stagiaires ont participé activement aux travaux de remise en état des pays à la suite de l'ouragan Mitch.

Le Canada appuie fermement les institutions multilatérales de développement parce qu'il est conscient de l'interdépendance entre les pays industrialisés et les pays en développement, et qu'il est convaincu qu'ils doivent oeuvrer ensemble à lutter pour un monde sans pauvreté, sans maladie et sans confit, où l'on n'épuise pas les ressources dont auront besoin les générations futures pour satisfaire les besoins des générations actuelles. Comme les risques qui pèsent sur la planète deviennent de plus en plus complexes et de portée internationale, qu'il s'agisse du changement climatique, de l'expansion des maladies infectieuses ou des crises économiques, les solutions durables exigeront des instruments efficaces de gouvernement mondial et le renforcement des institutions multilatérales.

La Direction générale des programmes multilatéraux de l'ACDI veille à ce que le Canada joue un rôle de premier plan au sein des institutions de développement international qui contribuent à l'orientation du programme d'action mondial, telles les Nations Unies, le Commonwealth, la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement et la Banque de développement des Caraïbes. Par l'intermédiaire de ces organisations, la Direction générale oeuvre à la promotion du développement durable, particulièrement à réduire la pauvreté et à favoriser la prospérité, et à améliorer la qualité de vie des gens.

L'aide alimentaire et les secours humanitaires sont un aspect important, et peut-être le plus visible, de l'action des programmes multilatéraux. La Direction est chargée de s'assurer que les